

Une seule urgence: la solidarité et la justice sociale!



Nous sommes dans la rue, nous, femmes, hommes, citoyenNEs, associations et organisations politiques et syndicales pour défendre les valeurs de la solidarité, de l'antiracisme et de l'antifascisme. Parce qu'elles sont attaquées quotidiennement, nous sommes assignés à résister .

La banalisation des thèses de l'extrême droite

Les dernières élections régionales ont confirmé un recours au vote FN décomplexé depuis l'accession de Marine Le Pen à sa tête. Celui-ci aurait évolué mais ses idées n'ont pas changé : son programme reste le même, ultra-libéral et basé sur le repli sur soi et le rejet de l'Autre. Présent quasi quotidiennement sur les plateaux TV/radio, la plupart des médias se font le relais de leur propagande.

La mouvance d'extrême droite ne se contente pas des urnes et veut passer de la théorie à l'action. Depuis plusieurs mois, les associations de soutien aux migrants sont prises pour cible,, que ce soit par menace des militants ou attaques des lieux (cocktail molotov contre un squat de Nantes, fichage de militant-e-s sur des sites internet,...). En Bretagne, les dernières manifestations appelées par Adsav ont débouché sur des violences : agressions physiques, dégradations de véhicules, destruction des vitrines d'un bar (Quimper). A Saint-Brieuc, les signes de groupuscules nazis sont de plus en plus visibles sur les murs et les panneaux routiers. Une exposition de photos a été dégradée à Robien et une association culturelle a été prise pour cible (complet'mandingue).

A Calais, des milliers de réfugié-es jeté-es sur les routes par les guerres sont bloqué-es à nos frontières dans le froid et la boue, victimes d'un choix politique intolérable. Bien que soutenu-e-s par des bénévoles et des militants, ils-elles subissent des violences policières doublées par des milices fascistes toutes les nuits depuis plusieurs semaines.

Cette mouvance d'extrême droite est légitimée dans ses idées par la classe politique traditionnelle lancée dans une surenchère nationaliste. Cette classe politique se présente pourtant comme le seul recours crédible contre ce qu'elle a contribué à créer et à développer.

La banalisation de la répression

La dérive autoritaire et sécuritaire n'a plus de limite: l'horreur des attentats est instrumentalisée, et permet sous couvert de lutte anti-terroriste de supprimer toute contestation sociale.

Une seule urgence: la solidarité et la justice sociale!



Nous sommes dans la rue, nous, femmes, hommes, citoyenNEs, associations et organisations politiques et syndicales pour défendre les valeurs de la solidarité, de l'antiracisme et de l'antifascisme. Parce qu'elles sont attaquées quotidiennement, nous sommes assignés à résister .

La banalisation des thèses de l'extrême droite

Les dernières élections régionales ont confirmé un recours au vote FN décomplexé depuis l'accession de Marine Le Pen à sa tête. Celui-ci aurait évolué mais ses idées n'ont pas changé : son programme reste le même, ultra-libéral et basé sur le repli sur soi et le rejet de l'Autre. Présent quasi quotidiennement sur les plateaux TV/radio, la plupart des médias se font le relais de leur propagande.

La mouvance d'extrême droite ne se contente pas des urnes et veut passer de la théorie à l'action. Depuis plusieurs mois, les associations de soutien aux migrants sont prises pour cible,, que ce soit par menace des militants ou attaques des lieux (cocktail molotov contre un squat de Nantes, fichage de militant-e-s sur des sites internet,...). En Bretagne, les dernières manifestations appelées par Adsav ont débouché sur des violences : agressions physiques, dégradations de véhicules, destruction des vitrines d'un bar (Quimper). A Saint-Brieuc, les signes de groupuscules nazis sont de plus en plus visibles sur les murs et les panneaux routiers. Une exposition de photos a été dégradée à Robien et une association culturelle a été prise pour cible (complet'mandingue).

A Calais, des milliers de réfugié-es jeté-es sur les routes par les guerres sont bloqué-es à nos frontières dans le froid et la boue, victimes d'un choix politique intolérable. Bien que soutenu-e-s par des bénévoles et des militants, ils-elles subissent des violences policières doublées par des milices fascistes toutes les nuits depuis plusieurs semaines.

Cette mouvance d'extrême droite est légitimée dans ses idées par la classe politique traditionnelle lancée dans une surenchère nationaliste. Cette classe politique se présente pourtant comme le seul recours crédible contre ce qu'elle a contribué à créer et à développer.

La banalisation de la répression

La dérive autoritaire et sécuritaire n'a plus de limite: l'horreur des attentats est instrumentalisée, et permet sous couvert de lutte anti-terroriste de supprimer toute contestation sociale.

L'état d'urgence vient d'être prolongé à nouveau pour trois mois avec la volonté claire de le faire ancrer dans la constitution d'ici fin février. Ceci faisant suite aux différentes lois sur la sécurité et le renseignement. La volonté de fichier tout « suspect », d'interner les « dangereux » potentiels s'affirme toujours plus (fiches S, développement des mises sur écoute).

Or contre quels « terroristes » l'État d'urgence est-il utilisé ?

- Derrière les grandes annonces médiatiques concernant les milieux islamistes « radicalisés », des militants écologistes, des squatteurs et les personnes d'« apparence arabe » les premiers, ont subi perquisitions et assignations à résidence.

- Le mouvement social s'est vu muselé, réprimé : Interdictions de manifestations (COP21, soutien aux migrants, rassemblements antifascistes comme à Pontivy, confiscations de véhicules de particuliers et de professionnels dans le cadre de la mobilisation contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, en attente de procès prévus le 24 février).

Une fois encore, le pouvoir cherche à détourner la colère populaire en agitant le spectre du « méchant immigré », de « l'invasion » des migrants et poursuit sa politique de casse sociale : démantèlement du droit du travail et de la protection sociale. (Loi Macron, Rapport Badinter...) A l'heure où les attaques contre les travailleurs se multiplient, toute expression de contestation, d'exigences environnementales et de justice sociale est violemment réprimée (salariés d'Air France, de Goodyear, Notre Dame des Landes, Sivens...)

Sur le plan international, afin de faire valoir ses intérêts économiques, la France a régulièrement favorisé l'émergence de régimes autoritaires au détriment de mouvements progressistes. Depuis novembre, sous couvert de lutter contre Daesh, le gouvernement joue les va-t'en-guerre mais n'apporte aucun soutien au peuple Kurde en première ligne contre l'État Islamique. Son silence quant aux attaques de l'armée turque contre les Kurdes montre son soutien à Erdogan, et s'en fait ainsi le complice.

A l'heure où le gouvernement en prolongeant l'état d'urgence, choisit d'instrumentaliser la peur, de museler les contestations sociales, c'est le moment de proclamer une autre urgence: celle de la solidarité, de la justice sociale, de la lutte contre toutes les formes de discrimination et de l'antifascisme.

C'est pourquoi le collectif de vigilance antifasciste 22 vous invite à le rejoindre.

**Soyons mobilisé-e-s, vigilant-e-s et agissons
pour des sociétés Ouvertes et Solidaires !**



Collectif de Vigilance Antifasciste 22

www.cva22.lautre.net – facebook.com/vigi.antifasciste22

L'état d'urgence vient d'être prolongé à nouveau pour trois mois avec la volonté claire de le faire ancrer dans la constitution d'ici fin février. Ceci faisant suite aux différentes lois sur la sécurité et le renseignement. La volonté de fichier tout « suspect », d'interner les « dangereux » potentiels s'affirme toujours plus (fiches S, développement des mises sur écoute).

Or contre quels « terroristes » l'État d'urgence est-il utilisé ?

- Derrière les grandes annonces médiatiques concernant les milieux islamistes « radicalisés », des militants écologistes, des squatteurs et les personnes d'« apparence arabe » les premiers, ont subi perquisitions et assignations à résidence.

- Le mouvement social s'est vu muselé, réprimé : Interdictions de manifestations (COP21, soutien aux migrants, rassemblements antifascistes comme à Pontivy, confiscations de véhicules de particuliers et de professionnels dans le cadre de la mobilisation contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, en attente de procès prévus le 24 février).

Une fois encore, le pouvoir cherche à détourner la colère populaire en agitant le spectre du « méchant immigré », de « l'invasion » des migrants et poursuit sa politique de casse sociale : démantèlement du droit du travail et de la protection sociale. (Loi Macron, Rapport Badinter...) A l'heure où les attaques contre les travailleurs se multiplient, toute expression de contestation, d'exigences environnementales et de justice sociale est violemment réprimée (salariés d'Air France, de Goodyear, Notre Dame des Landes, Sivens...)

Sur le plan international, afin de faire valoir ses intérêts économiques, la France a régulièrement favorisé l'émergence de régimes autoritaires au détriment de mouvements progressistes. Depuis novembre, sous couvert de lutter contre Daesh, le gouvernement joue les va-t'en-guerre mais n'apporte aucun soutien au peuple Kurde en première ligne contre l'État Islamique. Son silence quant aux attaques de l'armée turque contre les Kurdes montre son soutien à Erdogan, et s'en fait ainsi le complice.

A l'heure où le gouvernement en prolongeant l'état d'urgence, choisit d'instrumentaliser la peur, de museler les contestations sociales, c'est le moment de proclamer une autre urgence: celle de la solidarité, de la justice sociale, de la lutte contre toutes les formes de discrimination et de l'antifascisme.

C'est pourquoi le collectif de vigilance antifasciste 22 vous invite à le rejoindre.

**Soyons mobilisé-e-s, vigilant-e-s et agissons
pour des sociétés Ouvertes et Solidaires !**



Collectif de Vigilance Antifasciste 22

www.cva22.lautre.net – facebook.com/vigi.antifasciste22